



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

23 février 2024



En 2024, moins 692 millions d'euros pour l'école publique, serait-ce le coup de grâce ?

En l'absence de tout débat politique avec la représentation nationale, c'est avec un décret publié ce jeudi 22 février au petit matin que nous apprenons que l'école, la priorité des priorités des premiers jours de janvier, n'en est finalement plus une... Quelle est la sincérité du budget voté fin 2023 ? L'Éducation nationale devra compter avec 692 millions d'euros de moins pour fonctionner. Combien de postes d'enseignants, d'AED en moins ? Combien d'AESH non recrutés ? Combien de parcours d'orientation et de projets d'inclusion brisés ?...

Nous le constatons amèrement sur le terrain, l'école publique est asphyxiée, les besoins sont criants, la communauté éducative fait face à une pénurie de moyens, les classes sont surchargées, les enseignants absents non remplacés malgré les promesses sans lendemain, des situations d'une rare violence que les parents, les enseignants et les enfants subissent au quotidien. Sans compter qu'avec la précarisation des familles, c'est sans doute bien plus de 3 000 enfants qui dormiront à la rue l'an prochain !

Le collège unique est explosé façon puzzle et l'école inclusive atteint le point de rupture, faute de moyens et d'ambition. Avec le choc des savoirs, les faibles seront encore plus faibles et les forts un peu moins forts... La carte scolaire est une catastrophe, les

dotations horaires sont insuffisantes, l'enseignement en sciences, en art et en langues anciennes est compromis dans de nombreux établissements... Les effectifs dans les classes ne permettent plus une pédagogie adaptée. Au lycée, la pression du contrôle continu est intenable pour les élèves et les enseignants. Tous les acteurs de la communauté éducative tiennent à bout de bras les écoles, collèges et lycées de notre pays. Avec la baisse des impôts qui prive les services publics de moyens, pas de gagnant, ce sont tous les enfants qui sont perdants !

Et pendant ce temps-là, l'exécutif impose un SNU qui sera progressivement généralisé, procure de la satisfaction aux réactionnaires avec des uniformes dont pas grand monde ne veut, réinvente un peu plus chaque jour l'école du passé en cherchant par tous les moyens à trier socialement les élèves et en dégoûtant les enseignants de faire leur métier. Oui, enseigner c'est un métier, évaluer c'est un métier, accompagner tous les élèves vers la réussite, c'est un métier.

Ça suffit ! L'école mérite un vrai débat de société, des moyens et de l'ambition. Il est temps d'en finir avec toutes ces manœuvres qui alimentent des colères bien légitimes. Nous ne renoncerons pas à défendre notre bien commun, l'école publique, le creuset de toute une nation. Défendre l'école publique, c'est donner un avenir à nos enfants et construire une nouvelle société digne de l'héritage des Lumières et du Conseil national de la Résistance !

À propos de la FCPE

Première fédération de parents d'élèves, forte de plus de 140 000 adhérents, la FCPE participe à la vie scolaire pour défendre l'intérêt des enfants et représenter les parents auprès des institutions et des pouvoirs publics.

Quelque 1 300 000 parents ont voté pour elle aux dernières élections scolaires. La FCPE est une association loi 1901 reconnue d'utilité publique, qui agit sur l'ensemble du territoire hexagonal comme dans les territoires ultramarins. Elle est également présente dans les établissements français à l'étranger.

fcpe.asso.fr

Contact presse FCPE :

Laurence Guillermou :
06 82 81 40 82 / fcpecom@fcpe.asso.fr



Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur l'espace presse de la FCPE nationale.

[Se désinscrire](#)

© 2020 FCPE

[Voir la version en ligne](#)